

<http://7lameslamer.net/chagos-wikileaks-victoire-pour-les-2139.html>



Chagos/WikiLeaks : victoire pour les Chagossiens et Julian Assange

- Libérez les Chagos / Free Chagos island -



Date de mise en ligne : dimanche 11 février 2018

Copyright © 7 Lames la Mer - Tous droits réservés

« *Big win/Grande victoire* » a clamé Julian Assange sur twitter suite au jugement (8 février 2018) de la Cour suprême du Royaume-Uni : « *les câbles diplomatiques divulgués par Wikileaks sont admissibles comme preuves* ». A l'origine de cette décision, une démarche d'Olivier Bancoult, leader du « *Chagos Refugees Group* ». Après plus de 50 ans d'exil et plus de 30 ans de luttes, les Chagossiens, peuple de l'océan Indien, remportent une victoire « *qui aura une incidence sur de nombreuses procédures judiciaires dans le monde* », souligne Julian Assange. Explications...



Julian Assange : "Grande victoire à la Cour suprême du Royaume-Uni aujourd'hui dans un jugement qui aura une incidence sur de nombreuses procédures judiciaires dans le monde : les câbles diplomatiques divulgués sont admissibles comme preuves".

Cour suprême britannique : une décision « *sans précédent* »

Sur twitter, Julian Assange ne cache pas sa satisfaction. Ce 8 février 2018, la Cour suprême britannique a déclaré « *recevables* » les câbles diplomatiques transmis par le lanceur d'alerte Chelsea Manning à Wikileaks et mis en ligne par la plateforme de Julian Assange.

Cette décision, qualifiée de « *sans précédent* », aura une incidence pour les nombreuses procédures judiciaires engagées sur la base de documents confidentiels révélés par Wikileaks.

A l'origine de cette avancée, Olivier Bancoult, leader du « *Chagos Refugees Group* »...



Les chagossiens ont été expulsés de leur archipel manu ilitari. Montage inspiré des illustrations de Kathy Laguette extraites du clip "Diego" de Zulu.

Les Chagossiens : déportés/exilés depuis plus de 50 ans

Chagos/WikiLeaks : victoire pour les Chagossiens et Julian Assange

Pour mémoire, les Chagossiens ont été expulsés manu militari de leur archipel [1965/1973] par le tandem impérialiste américano/britannique afin de permettre l'installation sur l'île de Diego Garcia [principale île de l'archipel des Chagos, océan Indien/2.500 km au Nord de La Réunion], de la plus grande base militaire des États-Unis au monde [hors USA].

Déporté/exilé depuis plus de 50 ans, le peuple des Chagos, qui vivait sur les îles de Diego Garcia, Peros Banos et Salomon depuis quatre générations, réclame son droit au retour sur la terre des ancêtres, la terre natale : l'archipel des Chagos. Face aux Chagossiens, le gouvernement britannique et en second rideau, les États-Unis d'Amérique.



Diego Garcia.

Un parc marin motivé par des intentions inavouables...

Une des récentes tentatives pour empêcher le retour des Chagossiens dans leurs îles est datée d'avril 2010, lorsque le gouvernement de Londres décide de manière unilatérale la création d'une zone protégée [Marine Protected Area] [1], dite « *Parc marin* », autour de l'archipel des Chagos.

Cette mesure aux allures généreuses et aux apparences louables cachait en fait des intentions publiquement inavouables qui ont été mises au grand jour par Wikileaks. Car le « *Parc marin* » interdit, depuis le 1er avril 2010, toute forme d'activités économiques [exemple : la pêche] sur l'archipel des Chagos.



Sur l'île de Diego Garcia, la plus grande base militaire des États-Unis d'Amérique (hors USA).

Mettre à mal les projets de réinstallation des Chagossiens

La vérité éclate effectivement par la divulgation d'un « *télégramme échangé entre les représentants gouvernementaux britannique et américain, qui démasquait les vrais motifs du Parc marin : interdire à jamais le retour des Chagossiens sur leur archipel natal* ».

Ce câble du « Foreign Office », daté du 15 mai 2009 et rendu public par Wikileaks en décembre 2010, « *révélaient que la création en 2010, par David Miliband [2], d'une réserve marine autour de l'archipel des Chagos, n'était qu'un moyen de mettre à mal les projets de réinstallation des Chagossiens dans leurs îles* », précisait Olivier Bancout dans une tribune libre en mai 2014, dénonçant « *ces agissements sournois et insultants envers la dignité de notre peuple déraciné* ».



Wikileaks : "La Cour suprême estime à l'unanimité que le câble [Wikileaks] aurait dû être admis comme preuve". Victoire historique au Royaume-Uni / La Cour suprême aujourd'hui favorable à l'admissibilité des câbles diplomatiques publiés par Wikileaks.

Manoeuvres diplomatiques des Britannique et des Américains

Dès lors, Olivier Bancout, au nom des Chagossiens, engage une bataille judiciaire pour faire reconnaître la recevabilité de ce câble divulgué par Wikileaks.

Ce nouveau rebondissement du 8 février dans le feuilleton du combat chagossien, met donc en évidence la recevabilité du câble de Wikileaks mais aussi les manoeuvres diplomatiques des puissances britannique et américaine pour tenter de neutraliser les informations contenues dans ce câble.

« **Truth will prevail/La vérité prévaudra** », a conclu Olivier Bancout.

7 Lames la Mer



Les Chagossiens ont le soutien de Jeremy Corbyn. A gauche : Olivier Bancoult.

[1] Les contraintes liées à cette zone protégée compromettent grandement les perspectives de ré-installation des Chagossiens dans l'archipel alors que dans le même temps, les intérêts de la base militaire de l'US Army, située au beau milieu de la zone, sont protégés ; ainsi la base militaire US de Diego Garcia ne souffre-t-elle d'aucune restriction particulière et pollue-t-elle allègrement les eaux chagossiennes. Lire à ce sujet : [« L'armée américaine pollue les Chagos ! »](#) .

[2] David Miliband alors Ministre des Affaires Étrangères de la Grande Bretagne.